

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Présidentielle (France) : sur les enseignement du premier tour de l'élection**

POLITIQUE - ENTRETIEN

Présidentielle (France) : sur les enseignement du premier tour de l'élection

« Mélenchon a mobilisé un électorat qui ne votait plus »

samedi 16 avril 2022, par [DEJEAN Mathieu](#), [ERIBON Didier](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2022).

Le sociologue Didier Eribon, qui a soutenu la campagne de Jean-Luc Mélenchon, analyse les causes de la poussée de l'extrême droite, et les défis qui attendent La France insoumise pour reconstituer durablement une pensée de gauche.

Dans *Retour à Reims* (Fayard, 2009), récemment adapté au cinéma par Jean-Gabriel Périot, le philosophe et sociologue Didier Eribon analyse, à travers le récit intime de sa famille, le glissement du vote de la classe ouvrière du communisme vers le Front national (FN), puis le Rassemblement national (RN). Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle, le 10 avril, confirme selon lui l'inscription dans le temps d'un « *vote de classe* » favorable à l'extrême droite.

Une partie des causes de ce basculement est à chercher dans la conversion au néolibéralisme du Parti socialiste (PS), qui a « *créé de la colère, de l'abstention, et finalement le vote* » des classes populaires qu'il devait représenter contre lui – c'était l'objet de son essai, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* (Léo Scheer, 2007). Le score piteux du PS (1,75 %) marque à ce titre « *l'aboutissement d'un processus entamé au début des années 1980* », et qui a abouti à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, explique-t-il.

Il estime cependant que la dynamique de Jean-Luc Mélenchon (qu'il a soutenu publiquement), [plébiscité dans les quartiers populaires](#), peut être de nature à faire dérailler l'anéantissement « *programmé* » de la gauche.

Mathieu Dejean : Le premier enseignement de ce premier tour de l'élection présidentielle, c'est que l'extrême droite obtient plus de 30 % des voix, et qu'elle s'installe pour la deuxième fois consécutive au deuxième tour de ce scrutin. Comment interprétez-vous ce phénomène structurant de la vie politique française ?

Didier Eribon : Je crois que malheureusement le vote à l'extrême droite est bien installé. Cela s'est produit progressivement, depuis le milieu des années 1980. Au départ, c'était en grande partie un vote de protestation. Quand j'ai demandé à ma mère pourquoi elle avait voté Le Pen pour la première fois, elle m'a dit : « *Pour donner un coup de semonce* ». La deuxième fois, c'était sans doute pour donner un deuxième coup de semonce. Et la troisième fois, cela devient le vote naturel qui a remplacé celui d'autrefois pour la gauche.

Cela signifie que c'est toute la perception du monde qui change. Les conversations quotidiennes, le rapport aux autres, aux partis politiques, à ses propres aspirations personnelles. Le vote n'est pas seulement un acte électoral.

C'est aussi une sorte de culture au sens très large du terme. Comme je le disais dans *Retour à Reims*, dans ma famille, on ne votait pas seulement pour le Parti communiste français (PCF) : c'était toute une culture qui allait avec. On parlait le langage du Parti communiste. Il y avait une culture communiste, qui s'est délitée, laissant les individus à l'état d'abandon politico-idéologique.

C'est, bien sûr, lié à la transformation du monde du travail. Quand ma mère était ouvrière, dans les années 1970 et 1980, aux Verreries mécaniques champenoises, il y avait 1 700 ouvriers, dont 500 étaient membres de la CGT. C'était une force mobilisable, et souvent mobilisée, une force collective considérable.

L'usine a fermé dans les années 1980. Les enfants et petits-enfants de ces ouvriers n'ont pas retrouvé de travail dans ce type d'usines, qui fermaient les unes après les autres.

Quand ils ne sont pas chômeurs, ou au RSA, ou occupant des emplois temporaires, ils travaillent maintenant beaucoup dans la logistique, dans les entrepôts d'Amazon. Or, si vous êtes livreur, que vous travaillez dans un entrepôt, où la syndicalisation est difficile et risquée, il est évident que vous n'avez plus le même rapport à la politique. Vous étiez une force collective, vous êtes devenu un individu isolé.

Les gens privés de cette culture politique, et du mode d'expression qu'elle leur conférait, se sont reconstitué individuellement et collectivement une autre culture et un autre moyen de s'exprimer : le vote pour le FN, puis le RN. Pour eux, c'est une manière de se constituer collectivement comme sujet politique.

Ce qui est inquiétant, c'est que ce vote de classe [en faveur de Marine Le Pen] s'est durablement inscrit dans le paysage politique.

C'est ainsi que Marine Le Pen obtient des scores impressionnants dans l'Aisne, le Pas-de-Calais, le Nord, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, etc., c'est-à-dire les anciens bastions ouvriers, miniers, qui avaient été les berceaux du mouvement ouvrier français, et qui sont désormais désindustrialisés, précarisés, désespérés.

Si c'est une autre forme de vote ouvrier, de vote des catégories populaires, on peut donc dire que c'est un vote de classe. Ce qui est inquiétant, c'est que ce vote de classe s'est durablement inscrit dans le paysage politique. Il faut alors essayer de comprendre pourquoi. Et on ne peut pas comprendre ce qui se passe si on ne fait pas l'histoire dans le temps long, en remontant à la fin des années 1970.

Dans votre livre sorti en 2007, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, vous situez l'origine de ce que nous vivons au tournant idéologique effectué par le Parti socialiste (PS) dans les années 1980. Pensez-vous qu'avec le score réalisé par le PS à cette élection, 1,75 %, on est arrivés au bout de cette séquence politique ?

On assiste à l'aboutissement d'un processus entamé au début des années 1980. La démarche critique, politique et intellectuelle a certes reflué par des effets structuraux après l'effervescence des années 1960 et 1970. Mais il y a eu aussi une volonté intellectuelle mise en œuvre par des *think tanks* dont l'objectif explicite était de défaire tout ce qui faisait que la gauche était la gauche, en démantelant la pensée de gauche, la pensée critique : Foucault, Bourdieu, Derrida étaient – déjà ! – les cibles principales.

Des cénacles se sont créés, comme la fondation Saint-Simon, créée par François Furet, avec des universitaires, des patrons de l'industrie et de la banque comme Roger Fauroux, Jean Peyrelevade, des journalistes, etc.

Ils ont activement organisé ce basculement vers la droite du champ politico-intellectuel en combattant la pensée de gauche – François Furet n'avancait pas masqué, puisque sa référence était Raymond Aron. Le Parti socialiste (PS) a été l'un des acteurs et des vecteurs de ce glissement organisé vers la droite. Si vous remplacez la notion de classe sociale, l'idée de mobilisation sociale et l'idée pourtant élémentaire qu'un parti de gauche doit s'appuyer sur ces réalités et sur ces processus, et doit représenter les ouvriers, les précaires, les chômeurs, et porter leur voix dans l'espace public, si tout cela est ignoré, repoussé et combattu idéologiquement, qui va se reconnaître dans ces partis de gauche ?

Pierre Bourdieu m'avait dit au milieu des années 1990 : « *Ce pur produit de l'ENA [École nationale d'administration] qu'est François Hollande, se faisant élire à Tulle, ça veut dire le FN à 20 % dans dix ans.* » Que des technocrates élus sous l'étiquette PS dans des régions ouvrières développent des politiques néolibérales destructrices pour les vies des gens qui les ont élus, cela crée de la colère, de l'abstention, et finalement le vote contre ces gens-là.

C'était devenu aussi naturel pour un de mes frères de voter FN que pour mes parents de voter communiste autrefois. Il n'y a pas eu de transmission d'héritage politique, si ce n'est un héritage de révolte.

Si les partis de gauche ne représentent plus, ne soutiennent plus, ne se font plus les porte-voix des ouvriers, des précaires, dans la sphère publique, alors ceux qui sont ainsi abandonnés ne votent plus à gauche, ils s'abstiennent ou votent FN. J'ai observé comment quasiment toute ma famille est passée en moins de dix ans d'un vote communiste à un vote FN.

En écrivant *Retour à Reims*, je me suis aperçu, par exemple, que c'était devenu aussi naturel pour un de mes frères de voter FN que pour mes parents de voter communiste autrefois. Il n'y a pas eu de transmission d'héritage politique, si ce n'est un héritage de révolte, de colère contre la situation qui est faite aux subalternes, et du vote comme moyen collectif de protestation. Le contenu du vote a changé, mais le geste est le même.

Si la gauche avait été du côté de Bourdieu au moment de la grande grève de décembre 1995, et pas du côté des cénacles qui la dénonçaient et qui insultaient les grévistes et les intellectuels qui la

soutenaient, si elle avait soutenu et représenté les mouvements sociaux au lieu de les combattre, nous n'en serions pas là.

Les journalistes ont aussi une part de responsabilité. *Libération* employait contre Bourdieu des vocables que ce journal n'employait même pas contre Le Pen. Dans *The Class Ceiling : Why It Pays to Be Privileged*, de Sam Friedman et Daniel Laurison, il y a un tableau qui montre que les professions dont l'accès est le plus réservé aux classes supérieures, c'est la médecine puis le journalisme. Cette homogénéité ne peut pas ne pas avoir de conséquences. Cela explique évidemment le soutien de la presse à Emmanuel Macron en 2017 : l'affinité des habitus l'emporte sur les différences de surface.

Enfin, nous aurions pu vivre en France un scénario à l'italienne, c'est-à-dire une disparition de la gauche ?

C'était programmé, en effet. Le PS a renoncé depuis longtemps à faire vivre la pensée de gauche. À la parution de mon livre sur la révolution conservatrice, Christian Paul m'avait dit vouloir créer des ateliers pour réinventer cette pensée. Le premier invité était Alain Finkielkraut, et le deuxième était Marcel Gauchet. Réinventer la gauche avec des idéologues aussi réactionnaires ! Vous voyez où on en était.

Il est évident que quelque chose se jouait à ce moment-là. Le PS s'est de plus en plus dissocié à la fois des classes populaires d'un côté, et des intellectuels de gauche de l'autre. C'est devenu un parti d'énarques dont les références intellectuelles se situent très, très, très à droite.

Ça a commencé sous Jospin, et l'aboutissement de tous ces processus a été la présidence Hollande, élu contre Sarkozy. Son secrétaire général adjoint était Emmanuel Macron, devenu son ministre de l'économie.

Rétrospectivement, on se dit : si le ministre de l'économie d'un gouvernement qui se disait de gauche à ce moment-là était Emmanuel Macron, comment aurait-il pu être possible que les classes populaires se reconnaissent dans le PS ? Le divorce, qui était déjà bien entamé, allait devenir un gouffre. C'était évident. Hollande n'a même pas pu se représenter.

Puis la droite a soutenu Macron, aux côtés de tous les hiérarques socialistes, préoccupés par leurs postes : on a vu Olivier Véran et Muriel Pénicaud gouverner avec Bruno Le Maire et Gérard Darmanin. S'ils peuvent cohabiter dans un même gouvernement, c'est qu'ils pensent tout simplement la même chose. Ils sont les mêmes : des représentants des classes supérieures qui regardent le monde social d'en haut et imposent leurs décisions. Tout cela a provoqué chez les électeurs de gauche un sentiment profond de révolte, de fureur même...

L'effondrement du PS est l'aboutissement de cette droitisation. Et l'aboutissement logique de cette séquence, c'est Macron, l'enfant idéologique de François Hollande et de la technocratie néolibérale qu'il avait épousée en noces publiques en édictant la loi Travail, et autres mesures du même genre.

Il n'y a plus besoin d'un PS néolibéral, oxymore qui se retrouve condensé dans la personne d'Emmanuel Macron.

Macron est l'incarnation de cette séquence historique. Il n'a pas de talent particulier : il est un effet, un produit de ces processus historiques. Il n'y a plus besoin d'un PS néolibéral, oxymore qui se retrouve condensé dans sa personne. Et la vraie droite et la fausse gauche réunies dans leur programme commun.

C'était le projet de la fondation Saint-Simon dans les années 1980. Réunir droite et gauche au « centre », ce qui veut dire à droite. Au fond, Furet et Rosanvallon étaient les prédécesseurs de Blanquer et Vidal, avec leur assaut contre la pensée critique, qui représentait à leurs yeux une menace pour la « *cohésion sociale* », le « *pacte social* », la « *rationalité gouvernementale* », la « *modernité économique* », et toutes ces notions qui ressortissent à une perception bourgeoise, conservatrice et autoritaire de la vie politique. Bourdieu était leur cible principale. On voit aujourd'hui le beau résultat de leurs agissements délétères.

Jean-Luc Mélenchon a-t-il réussi à faire dérailler durablement ce scénario à l'italienne programmé depuis les années 1980 ? Est-il de nature à desserrer l'étau qui nous enferme dans l'alternative entre l'extrême droite et l'extrême libéralisme de Macron ?

C'est l'autre phénomène le plus frappant de cette élection de 2022 : la dynamique qu'a su créer Jean-Luc Mélenchon en mobilisant les énergies à gauche, sur un programme élaboré. Ce succès est insuffisant, mais tout de même incroyable. Il faut s'interroger sur ce que ça peut signifier pour les possibilités futures de recréer une dynamique de gauche.

Sartre dit, dans un entretien, qu'il y avait une puissante force collective de transformation sociale en mai 1968, qui s'est effondrée quand chacun s'est retrouvé dans l'isolement, le 30 juin. Le régime gaulliste a été sauvé par les votes des millions de travailleurs dont les grèves l'avaient si brutalement ébranlé.

Au fond, le PS des années 1980, 1990, 2000 a rêvé, comme la droite, d'un 30 juin permanent, c'est-à-dire de la fin de la protestation sociale et la soumission des gouvernés aux décisions des gouvernants. Ce à quoi il est urgent et nécessaire d'opposer un « Mai 68 » permanent ou en tout cas un « esprit de 68 ».

Mélenchon a su faire passer l'idée qu'une dynamique de gauche était encore possible dans les manifestations, mais aussi à travers le vote, pensé comme un acte de reconstitution d'une force qui va compter.

Je pense que les mouvements sociaux de ces dernières années ont réinventé une dimension collective de la perception de soi. La violence de la répression subie par ces mouvements a accentué cette dimension collective. Et, cette fois-ci, Mélenchon a su faire passer l'idée qu'une dynamique de

gauche était encore possible dans les manifestations, mais aussi à travers le vote, pensé comme un acte de regroupement, de reconstitution d'une force qui va compter, qui va peser. On n'est plus les objets de la décision politique, on redevient des sujets.

Olivier Masclat a écrit un livre important sur la manière dont la gauche n'a jamais su s'intéresser aux énergies dans les quartiers populaires [La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué, 2006 - *ndlr*]. La gauche a méprisé, oublié les habitants de ces quartiers. Ils ne vont plus voter. Mélenchon a su les respecter, les défendre, les soutenir et leur faire considérer qu'ils pouvaient se faire entendre dans l'espace public par le moyen de leur vote.

On voit ce qui s'est passé à Marseille, à Roubaix, ou en Seine-Saint-Denis : une bonne partie du vote des quartiers populaires s'est portée sur son nom. Il a mobilisé un électorat qui ne votait plus. Mélenchon, malgré toutes les critiques que je peux lui faire, a réussi à recréer une dynamique de gauche.

Mais est-ce durable ? Mélenchon a fait des scores importants dans l'ancienne ceinture rouge de la banlieue parisienne, où le PCF n'existe plus. Mais La France insoumise (LFI) n'a pas les structures partisans du PCF de la grande époque...

Il est entouré d'une équipe de gens très talentueux, dont j'admire le travail et l'engagement. Maintenant, il est vrai qu'ils n'ont pas beaucoup de mairies, ni d'implantation dans des structures stables comme le PCF ou le PS, dans les régions ouvrières du Nord, en avaient autrefois. J'imagine que les Insoumis s'en préoccupent.

Quand le meeting, la manifestation, l'élection s'arrêtent, il faut faire perdurer la mobilisation dans le « *pratico-inerte* », selon le mot de Sartre, rappelé par Geoffroy de Lagasnerie dans *Sortir de notre impuissance politique* : c'est-à-dire dans la vie quotidienne, sur les lieux de travail, dans les quartiers, etc.

Ce n'est pas simple. Et je ne donne pas de leçons. Je sais que cela ne se décrète pas. Il faut aussi que des gens le veuillent et le puissent, alors qu'ils ont des préoccupations quotidiennes plus urgentes. Le vote ouvrier (blanc et non diplômé) du Nord et de l'Est est d'ailleurs allé globalement davantage à Marine Le Pen, alors que celui des jeunes urbains des villes universitaires (Nantes, Grenoble...) est allé à Mélenchon.

Ce sont des blocs importants, dans les deux cas, la question étant pour la gauche de savoir comment les rapprocher, les réconcilier.

Cette composition de son électorat ne donne-t-elle pas finalement raison au rapport de Terra Nova sorti en 2011 (« *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012* »), dans lequel on lisait : « *La classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs.* » L'électorat de Mélenchon, urbain, jeune, diplômé, ne confirme-t-il pas ce rapport, malgré lui ?

Pour moi, ça ne donne pas du tout raison à Terra Nova, car leur rapport concluait qu'il ne faut plus s'occuper des classes populaires, qu'elles seraient définitivement perdues. Si vous voulez seulement vous occuper du féminisme, de l'écologie et du mouvement LGBT (et je n'ai pas besoin de préciser à quel point ces mouvements sont importants à mes yeux), délaissant les questions sociales, vous laissez des pans entiers de la société en déshérence politique, sans cadre pour se penser, et qui finissent par voter FN, ou qui continueront à le faire...

Ce rapport était un signe supplémentaire que la bourgeoisie socialiste cherchait à justifier son

effacement des questions ouvrières. David Gaborieau, un sociologue [qui travaille](#) sur les métiers de la logistique et les entrepôts d'Amazon, montre bien qu'il y a une classe ouvrière nouvelle, qui ne ressemble pas à celle des années 1950 ou 1960.

Il suffit de voir le film de Ken Loach, [Sorry We Missed You](#), pour le comprendre. La classe ouvrière aujourd'hui, c'est, pour une bonne part, le livreur Amazon et l'aide à domicile. Mais sans la grande usine, comment se mobiliser ? Il n'y a plus de lieu où peut se créer la solidarité de classe.

Au lieu de les effacer du paysage intellectuel et organisationnel de la gauche, il faut au contraire les y intégrer en multipliant et renforçant les organisations syndicales et politiques qui offrent à cette nouvelle classe ouvrière les moyens de se penser comme sujet politique collectif.

Vous plaidez pour le retour d'un discours de classe ?

La classe ouvrière est une réalité économique et objective. Mais c'est aussi une production discursive performative. Il y a des classes sociales, parce que Marx a dit qu'il y avait des classes, et la théorie, en proposant une perception du monde, façonne la réalité et notamment celle des luttes.

Il faut repenser, retravailler ces cadres théoriques qu'on ne peut jamais tenir pour acquis et définitifs. La réalité change. La théorie doit changer. La grande tâche de LFI est d'élaborer un tel cadre théorique, qui donne un cadre politique pour se penser soi-même comme une force collective de gauche.

Quand le PCF faisait ses meilleurs scores (plus de 20 % des voix), c'étaient à peu près 30 % à 40 % des ouvriers qui votaient pour lui, et les autres, c'étaient des enseignants, des employés, le monde de la culture, etc. Pourtant, ce parti se présentait comme le parti de la classe ouvrière et, d'une certaine manière, il l'était effectivement. Il l'était pour mes parents, ma famille, des millions d'autres, même si de nombreux ouvriers votaient à droite.

Le cadre discursif produit performativement le creuset, le foyer politique, dans lequel un « bloc », pour parler comme Gramsci, constitué de catégories différentes, peut s'agréger.

Je n'adhère pas à l'idée d'un "populisme de gauche". L'idée de "peuple" ne peut pas venir remplacer l'idée de classe.

Et je ne pense pas que le concept central puisse en être la notion de « peuple ». Je n'adhère pas à l'idée d'un « populisme de gauche », même dans la version éminemment sophistiquée et séduisante qu'en propose mon amie Chantal Mouffe.

L'idée de « peuple » ne peut pas venir remplacer l'idée de classe, même s'il s'agit d'articuler les « équivalences » entre différents mouvements - classe, genre, race, écologie... La notion de « peuple » peut paraître combler les manques de la notion de classe mais elle revient à dire qu'une demande sociale ne devient politique que si elle se réfère à une notion commune de « peuple » et se transcende dans cette notion.

Il me semble qu'il faut au contraire penser la multiplicité, la spécificité et l'autonomie des mouvements, chacun ayant ses traditions, ses revendications, ses formes d'organisation, ses divergences internes... Disons que ce serait déployer une activité critique généralisée, tant théorique que pratique, pour défaire les différentes formes instituées de pouvoir et de domination.

La notion de « peuple » construit la politique en référence à une identité fictive, alors que, selon moi, il faut ancrer la politique dans les expériences et les identités vécues, les oppressions concrètes.... Et il incombe aux organisations politiques telles que LFI d'essayer de « travailler avec » tous ces mouvements pour proposer des débouchés politiques effectifs. Cela s'appelle la gauche. Une démarche de gauche.

À l'aune de la campagne de Mélenchon en 2022, peut-on dire que le « moment populiste » de 2017 est terminé ?

Je ne sais pas. Il peut prendre d'autres formes. Ou resurgir plus tard ou ailleurs. Et cela peut toujours avoir des effets mobilisateurs. Mais l'essentiel pour moi n'est pas là. Je crois qu'opposer le « peuple » à la « caste », ou à l'« oligarchie », n'est pas une stratégie pertinente ni viable à long terme.

On voit ce que ça a produit en Espagne, où les fascistes de Vox sont à 18 %, en prétendant défendre le « peuple », et Podemos à 10 ou 11 %. L'idée de peuple est dangereuse à manipuler. Marine Le Pen peut très bien elle aussi opposer le « peuple » à « l'oligarchie ». Si « peuple » est un « *signifiant vide* », comme le disent Laclau et Mouffe, on peut hélas y mettre ce qu'on veut, et cela ne correspond pas toujours aux souhaits agréables de ces deux auteurs.

Il est plus difficile pour l'extrême droite de se réclamer d'une idée de « classe ouvrière » organisée, de mobilisations sociales ancrées dans une perspective de justice sociale, de solidarité collective, de protection sociale, d'égalité, de développement des droits sociaux...

Un des défis de LFI est de construire un cadre qui puisse rendre compte des transformations de la classe ouvrière : la précarisation, le chômage... Comment s'adresser au père ou à la mère d'Édouard Louis, qui sont au RSA et qu'on menace de radier s'ils ne reprennent pas un travail, alors qu'ils ont le dos brisé, les articulations usées, et qui ont souvent voté FN ? Il faut justement leur donner un moyen de s'exprimer qui ne passe pas par le vote Le Pen. Un programme social comme celui de LFI peut contribuer à ce changement.

Je suis frappé quand on dit de Mélenchon qu'il est de gauche radicale. Mélenchon a un projet social-démocrate classique. Dans *L'Esprit de 45*, Ken Loach montre bien ce qu'était le projet des travaillistes britanniques après la Deuxième Guerre mondiale : création de services publics dans tous les secteurs, nationalisations... C'est ce projet, largement réalisé, que la droite s'est acharnée à détruire par la suite avec le thatchérisme, et qu'aujourd'hui on considérerait comme extrémiste, quasiment soviétique.

Mélenchon ne pourrait même pas envisager d'aller si loin. Celui qui a un programme extrémiste, c'est Macron, il est du côté du thatchérisme, de la violence sociale du néolibéralisme.

L'électorat de Mélenchon se divise sur l'attitude à avoir au deuxième tour. Il a donné pour consigne de ne pas donner une seule voix à l'extrême droite, mais ça ne suffira peut-être pas...

Tous mes amis ont voté pour Mélenchon et, évidemment, personne ne songe, même une seule seconde, à voter Marine Le Pen. Cela va de soi. Certains vont se résigner à voter Macron, malgré le

dégoût profond qu'il leur inspire...

Mais nous ne sommes pas représentatifs de l'électorat de Mélenchon, et il est possible que la colère contre Macron soit si forte que certains dans d'autres catégories sociales soient prêts à faire n'importe quoi pour le lui faire savoir.

Il m'est difficile de voter pour quelqu'un qui, à chaque fois que j'ai voulu exprimer mon opinion, m'a envoyé la police la plus violemment répressive.

Plusieurs de mes amis vont s'abstenir. Et c'est ce que je vais faire aussi. Il m'est difficile de voter pour quelqu'un qui, à chaque fois que j'ai voulu exprimer mon opinion, m'a envoyé la police la plus violemment répressive, m'a asphyxié dans des nuages de gaz lacrymogène, a terrorisé des gens pour qu'ils ne manifestent plus. Selon l'Observatoire des street-médics, il y a eu 28 000 blessés dans les manifestations entre fin 2018 et début 2020. Le bilan du macronisme est effarant.

Et puis, il ne faut pas inverser les responsabilités. J'ai soutenu les grèves de 1995, j'ai manifesté contre la loi Travail, contre les réformes des retraites, j'ai soutenu l'hôpital public, j'ai prévenu que la destruction des services publics et l'appauvrissement et la précarisation des plus pauvres allaient faire monter l'extrême droite.

Depuis 30 ans, je « fais barrage ». J'ai écrit avant le premier tour de 2017 que voter Macron aurait pour résultat inéluctable de faire monter Le Pen. J'avais raison. Ceux qui nous ont combattus, insultés, réprimés sont les responsables de la situation actuelle. Les responsables, ce sont ceux qui ont installé le macronisme, soutenu cette politique ! Pas moi !

J'ajoute que ceux qui voulaient faire barrage à Marine Le Pen avaient un moyen très simple : voter pour Mélenchon au premier tour. Il lui a manqué un point. Et je n'oublie pas que ceux qui viennent donner des leçons aujourd'hui allaient jusqu'à proclamer que, en cas de deuxième tour entre Mélenchon et Le Pen, ils s'abstiendraient, ou même iraient jusqu'à voter Le Pen. Je n'invente rien !

Et ils viennent nous dire désormais que s'abstenir, c'est être complice de Le Pen, alors qu'ils étaient prêts à voter pour elle, il y a encore quelques jours ? On croit rêver.

La possible victoire de Marine Le Pen, alors qu'on sait ce qu'elle ferait si elle arrivait au pouvoir, ne vous oblige-t-elle pas, justement, à faire barrage malgré tout ?

Je pense vraiment qu'il y a fort peu de chances pour que Le Pen puisse gagner cette élection. Le risque est très faible, quasiment inexistant. On essaie de nous faire peur pour augmenter le score de Macron afin qu'il puisse ensuite affirmer que son projet a été soutenu par un grand nombre d'électeurs.

Et dès qu'il sera élu, il reprendra sa politique de démolition, et accueillera tous ceux qui voudront protester avec des charges policières, des grenades lacrymogènes, des « balles de défense »,

provoquant à nouveau blessures et mutilations.

Ce n'est donc pas seulement que je ne *veux* pas voter pour Macron, c'est que je ne *peux* pas. La politique de classe qu'il incarne me révolte. Il a fait barrage aux mouvements sociaux, aux revendications syndicales, aux demandes sociales.

Il a fait barrage aux libertés publiques, à la démocratie. Il nous dit qu'il va changer, qu'il va écouter, mais c'est évidemment une obscène plaisanterie. Comment pourrait-il changer ? Non, sauf dans le cas tout à fait improbable où les sondages indiqueraient qu'il existe un danger réel, je ne voterai pas pour lui.

Boîte noire

Cet entretien a été réalisé le 12 avril dans un café parisien. Didier Eribon l'a relu avant sa publication.

P.-S.

• Mediapart, 14 avril 2022 à 18h56 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/140422/didier-eribon-melenchon-mobilise-un-electorat-qui-n-e-votait-plus>

Les articles de Mathieu Dejean sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/mathieu-dejean-0>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>